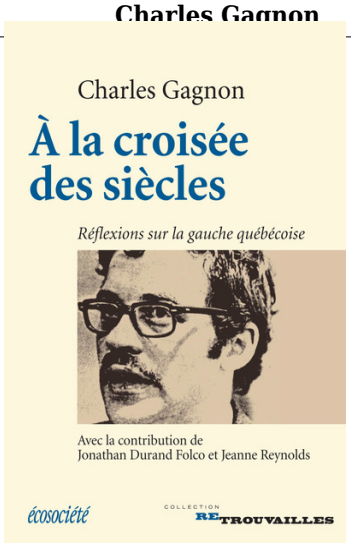

Charles Gagnon (avec Jonathan Durand Folco et Jeanne Reynolds), *À la croisée des siècles. Réflexions sur la gauche québécoise*, Montréal, éd. écosociété, 2015, 19€.

Militant et intellectuel québécois, Charles Gagnon (1939-2005) a été un acteur important de la gauche québécoise de 1960 à 1980, d'abord comme prisonnier politique lié au Front de libération du Québec (FLQ), puis comme membre dirigeant de l'organisation marxiste-léniniste EN LUTTE?! Ses Écrits politiques *sont parus en trois tomes chez Lux éditeur. Le texte ci-dessous est le chapitre 17, « Un espace politique fermé ».*

La plupart des phénomènes qui ont composé la Révolution tranquille ne sont pas propres au Québec. Toutes les sociétés industrielles ont connu des transformations comparables dans les 20 ou 30 années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale. Cela est particulièrement vrai des États-Unis, du Canada et des pays d'Europe de l'Ouest. Forte croissance industrielle, généralisation et extension de la scolarisation, développement des banlieues, débats idéologiques intenses, etc. Bref, le Québec de 1945 n'était sans doute pas aussi « distinct » qu'on aime le croire, notamment quand on répète que le Québec francophone était une société particulièrement « arriérée ». Que, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, il ait largement adhéré à une idéologie profondément conservatrice sous la férule de l'Église catholique est un fait indéniable ; mais, si on voulait bien jeter un coup d'œil sur le Midwest américain ou la France rurale à la même époque, il n'est pas évident que le Québec remporterait la palme du conservatisme.

Il n'en reste pas moins que la Révolution tranquille québécoise a constitué un phénomène singulier au sein des sociétés occidentales, par la rapidité, la profondeur et le caractère général des changements qui se sont alors produits. En moins de 20 ans, le Québec est passé d'un contexte où la « défense de la langue et de la religion » devait commander à tout le reste, à une large adhésion au mot d'ordre, lancé initialement par *Parti pris*, sauf erreur, d'un « Québec souverain, socialiste et laïque ». Comme on l'a souvent dit depuis lors, avec une certaine exagération sans doute, le Québec entrait alors dans la modernité. On peut aujourd'hui ajouter le fait que cela n'est pas arrivé sans plusieurs remous et beaucoup de confusion. Cela ne doit pas surprendre. Sortir des griffes d'une idéologie monolithique et pesante, c'est un peu comme sortir de prison après un séjour prolongé : on se réjouit d'abord de retrouver sa liberté. Par la suite, on ne retrouve à peu près rien de ce qu'on pensait retrouver, tout a changé : les personnes, le milieu, bien souvent soi-même, si

bien qu'il faut, d'une certaine façon, tout réapprendre, à commencer par l'exercice de la liberté elle-même.

Chez les partisans de la nouvelle liberté québécoise, du moins chez bon nombre d'entre eux, l'indépendance du Québec était devenue le nouveau point de ralliement, ce vers quoi tout devait converger, depuis l'action syndicale jusqu'à celle du mouvement étudiant. C'est ainsi que le Parti québécois se retrouvera au pouvoir en 1976, moins de huit ans après sa fondation, ce qui est quand même remarquable et plutôt exceptionnel.

Mais les facteurs qui avaient concouru au mûrissement de la Révolution tranquille étaient porteurs de lendemains qui n'avaient pas été prévus. L'histoire suivrait son cours sans faire droit aux rêves qu'elle avait fait germer. Si bien que le Québec d'aujourd'hui n'est plus tout à fait celui des années 1960, qui avait constitué le terreau du « projet de société » élaboré alors avec l'indépendance comme point focal. Voilà bien où se situe la source de la confusion. Et voilà ce qui représente un handicap majeur pour la reconstitution de la gauche au Québec, non seulement d'une organisation de gauche, mais tout autant d'une pensée de gauche. En d'autres termes, la gauche québécoise est piégée par l'entêtement du noyau dur du courant indépendantiste, le plus bavard évidemment, aux yeux duquel aucune question ne peut être abordée en dehors du couple indépendance-fédéralisme. Véritable panacée, l'indépendance du Québec va régler tous les problèmes : la mondialisation et le néolibéralisme, qui sont devenus les nouveaux « ennemis principaux » de l'humanité, puis le sort des Autochtones, l'oppression des femmes, le déficit et la dette, le financement de la santé et de l'éducation, l'intégration des immigrants, la pauvreté et l'exclusion ! C'est beaucoup ; c'est beaucoup plus que ce que l'indépendance avait à résoudre en 1965, qui se résumait en gros au « colonialisme » anglais et au poids de l'idéologie traditionnelle, son carcan catholique en particulier.

Bien sûr, il y a bon nombre d'indépendantistes qui ne partagent pas ces illusions, qui évitent en tout cas de les défendre devant les sceptiques, mais leur réponse n'est qu'une parade : une fois indépendant et seulement une fois indépendant, le Québec pourra-t-il s'attaquer à ces questions. M'est avis que le Québec indépendant se préoccuperait d'abord et avant tout de sauvegarder et de défendre son nouveau statut à l'intérieur de ses frontières et devant la communauté internationale. Je ne suis pas sûr que cela se ferait d'abord en taxant davantage les profits des banques, en concédant aux Cris les territoires qu'ils revendiquent, en accordant la pleine égalité des salaires aux femmes et aux jeunes, en restaurant le système de santé et en finançant plus largement les activités culturelles. Il pourrait y avoir encore du verglas après l'indépendance, mais certainement pas de pluies de dollars.

*

Le Québec, depuis quelques années déjà, se retrouve donc en quelque sorte dans un espace politique complètement fermé : deux positions s'affrontent et occupent en pratique tout le champ politique : les souverainistes, d'une part, et les fédéralistes, de l'autre. Tous les Québécois qui ne sont pas des partisans fermes de l'une ou l'autre option sont non seulement exclus du débat (ignorés en fait), mais, depuis 20 ans bientôt, il leur est à toutes fins utiles impossible de s'organiser pour faire entendre leur voix. Cette situation est malsaine en soi ; elle l'est d'autant plus que ni l'une ni l'autre des positions en présence n'a de chance de se gagner des appuis majoritaires significatifs dans un avenir prévisible. Pendant ce temps, au Canada anglais, ou bien on accuse le Québec de tous les maux qui affligent le pays, ou bien on s'enferme dans un profond silence, sous prétexte qu'il appartient aux Québécois de régler la question, « leur » question.

Le Québec n'est pas la Corse, ni le Pays basque, ni l'Irlande, où l'« opposition » des points de vue se manifeste régulièrement par des affrontements sanglants, des attentats à la bombe et des assassinats. Mais si le cul-de-sac actuel devait persister encore des années, on peut se demander si le Québec ne risque pas de devenir le théâtre de semblables débordements, qui dans les trois cas mentionnés plus haut ont tout autant échoué que les référendums québécois à répétition, mais avec des dommages autrement plus considérables. Il y a présentement à travers le monde de nombreux cas de telles situations bloquées. Le plus souvent la conséquence de plusieurs siècles d'opposition entre deux ou plusieurs franges importantes de la population, elles présentent souvent le spectacle plutôt désolant d'une remise à l'avant-scène de moments d'affrontement qui ont marqué leur évolution commune, sans qu'elles ne trouvent moyen de mettre un terme à leur cohabitation problématique ni de réaliser les compromis qui leur permettraient de tirer un trait sur le passé et de se tourner vers l'avenir. Effets des mouvements de population, spontanés ou forcés, qui ont été une composante permanente de l'histoire de l'humanité, on en retrouve les traces sur tous les continents. Elles continuent d'alimenter des oppositions, des déchirements, des guerres interminables. Ainsi, les Amériques et les Caraïbes vivent encore aujourd'hui les séquelles du colonialisme européen et de l'oppression des Autochtones dont elle fut le corollaire, tout comme celles de l'esclavagisme.

On ne réécrira pas l'histoire. C'est-à-dire qu'il serait parfaitement illusoire de penser que les tensions issues de l'histoire, que d'aucuns d'ailleurs s'appliquent à constamment raviver, vont disparaître par le simple fait d'y mettre un peu de bonne volonté. Transmises de génération en génération, même si ce n'est pas toujours dans les mêmes termes – le nationalisme et les haines raciales ou ethniques connaissent, suivant les circonstances économiques et politiques, des périodes de plus ou moins grandes exaspérations –, elles sont, pour ainsi dire, inscrites dans la culture des peuples. Elles disparaîtront d'autant moins que les mouvements de population qui en sont à l'origine se poursuivent encore aujourd'hui, même s'ils sont plus pacifiques que par le passé. Elles disparaîtront d'autant moins que les mouvements actuels de population, qu'il s'agisse d'immigration volontaire ou non, par exemple les camps de réfugiés, ont évidemment tendance à raviver les tensions séculaires. Alors qu'encore durant les années 1960 le nationalisme québécois trouvait à s'alimenter uniquement dans la haine des « Anglais », voici que 30 ans plus tard un nouvel élément excite la conscience identitaire de bon nombre de Québécois francophones, soit la croissance rapide de la portion allophone de la population sur le territoire.

Cette situation ne manque pas d'être paradoxale : alors qu'on assiste à une forme de convergence planétaire des repères culturels, particulièrement marquée parmi la jeunesse (surtout sa fraction relativement à l'aise, celle-ci étant en voie de formation dans tous les pays nouvellement parvenus à l'économie de marché capitaliste), et alors que cette convergence, qu'on pourrait associer à la mondialisation, s'accompagne d'une relativisation certaine des cultures nationales traditionnelles, on voit la culture de l'identité nationale se braquer, affirmer sa spécificité au point parfois de préconiser l'élimination de tout ce qui lui est étranger ou qui est perçu comme tel. Si, comme je l'ai dit plus haut, on ne peut pas compter sur le fait que les tensions identitaires vont disparaître prochainement ; si, en même temps, on considère que les convergences culturelles sont appelées à s'affirmer toujours davantage – ne serait-ce qu'en raison du développement prodigieux, actuel et prévisible, des communications –, il est alors à peu près impossible de prévoir où et comment pourra s'établir un nouvel équilibre qui fasse place à des rapprochements à l'échelle de la planète et, en même temps, à la survivance des différences issues de l'histoire.

Il n'est pas évident que les convergences culturelles dont j'ai parlé plus haut, ni la mondialisation de l'économie à laquelle je vois mal comment on pourrait s'opposer avec succès dans les conditions actuelles, vont conduire à une sorte de télescopage de l'histoire, qui ferait rapidement disparaître des contradictions plusieurs fois séculaires. Bref, il va falloir apprendre à vivre avec elles, même si on peut escompter qu'avec le développement des communications, le mélange des populations sera plus rapide qu'à l'époque pas si lointaine de leur isolement, relatif ou total.

Pour revenir au Québec, on peut difficilement se tromper en disant que depuis que René Lévesque et Claude Morin ont décidé, à la fin des années 1970, que l'indépendance du Québec ne pouvait pas être proclamée sur la seule base de l'élection d'un parti indépendantiste, mais qu'elle devrait absolument passer par un référendum et même deux – un premier enclenchant le processus d'accession à la souveraineté-association, un second la confirmant par l'adoption d'une constitution québécoise –, cette stratégie fut adoptée par la grande majorité des souverainistes, malgré l'opposition passagère d'une minorité, laquelle considérait que l'élection du PQ devrait rendre légitime une proclamation d'indépendance. Ils l'ont à ce point adoptée qu'ils semblent désormais incapables de la remettre en question, incapables de se demander s'il n'y aurait pas d'autres moyens de faire progresser l'appui populaire à leur option que celui des référendums à répétition. Inconscients, semble-t-il, qu'ils risquent bien davantage ainsi de desservir leur cause plutôt que de la faire avancer. Un pourcentage élevé de Québécois, incluant bon nombre d'indépendantistes, se déclaraient d'ailleurs opposés, lors d'un récent sondage (avril 1998), à un nouveau référendum au cours d'un éventuel prochain mandat du PQ. Il y a là, me semble-t-il, un signe certain que l'acharnement péquiste à multiplier les référendums commence à agacer singulièrement une bonne partie de la population.

On peut comprendre que face à la fermeture grandissante du Canada anglais à toute discussion relative à un réaménagement constitutionnel, que face à ce qu'on appelle désormais le *plan B*, l'indépendance apparaisse comme la seule solution possible. De là à penser que la multiplication des « affronts » d'Ottawa et les attaques d'une certaine presse anglophone vont pousser une majorité de Québécois à se rallier à l'option indépendantiste lors d'un prochain référendum, il n'y a qu'un pas que bien des souverainistes franchissent trop allègrement.

Malgré tout, la majorité des Québécois francophones s'identifient comme tels, c'est-à-dire bien avant de s'identifier comme Canadiens. (Et on peut sans doute considérer que les anglophones québécois font de même, au moins de façon implicite, en se percevant désormais comme une minorité.) Ils souhaitent que cette perception qu'ils ont d'eux-mêmes se reflète dans les structures politiques du pays, dans le partage des champs de compétences et, conséquemment, dans celui des fonds publics, impôts, taxes, etc., entre les divers paliers de gouvernement. En d'autres termes, les Québécois, francophones à tout le moins, souhaitent vivre dans un cadre politique qui assure les conditions jugées nécessaires et suffisantes à l'épanouissement de leur langue et de leur culture, ce qui inclut une façon aussi bien de s'administrer – par exemple, l'organisation des soins de santé ou celle de l'éducation – que de se divertir. Les choses se compliquent et les affrontements surgissent quand les fédéralistes prétendent que telle est bien la situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui les Québécois et que les souverainistes répliquent que le système fédéral, tel qu'il est devenu avec les empiètements successifs du fédéral dans les champs de compétence provinciale, constitue un obstacle insurmontable. Voilà pour le discours politicien.

Tel est le contexte du cul-de-sac dans lequel les Québécois sont pour ainsi dire tenus en

otage depuis deux décennies. Parlant des élections à venir, le chroniqueur Michel Venne écrivait récemment : « De leur côté, les militants péquistes feront valoir auprès de tous ceux qui resteront insatisfaits du gouvernement, dont certains alliés des milieux syndicaux et communautaires déçus des politiques sociales du gouvernement péquiste, qu'ils doivent remiser leurs rancœurs et leurs désaccords pour donner préséance à la cause et assurer au PQ une victoire, nécessaire à la tenue d'un référendum[1]. » Si c'était la première fois que la situation se produisait, on pourrait s'en accommoder sans doute ; mais voilà que cela dure depuis plus de 20 ans et qu'on ne voit plus le jour où cette situation piégée prendra fin. Pour la simple et bonne raison que le PQ semble incapable de revoir sa stratégie à la lumière des faits, incapable de réviser une stratégie qui a été élaborée sous le premier gouvernement péquiste, il y a maintenant 20 ans et qui n'a pas donné les résultats escomptés. Une stratégie, donc, élaborée dans des conditions assez différentes de celles qui prévalent aujourd'hui.

Sur le terrain des vaches en effet, les choses ne se passent pas vraiment comme le laisse penser la stratégie péquiste. Rares sont les Québécois francophones dont la vie quotidienne est concrètement rendue plus pénible ou comporte des frustrations majeures en raison de la domination des anglophones, comme cela pouvait être encore le cas dans les années 1960. Dans le champ de l'économie, longtemps fer de lance, avec la langue, du courant indépendantiste, des francophones du Québec se sont hissés ces dernières années dans les hautes sphères de l'industrie et de la finance. Même s'ils ne sont pas parmi les plus grands hommes d'affaires au monde, les Béland, Desmarais, Bérard et autres cascadeurs ne souffrent apparemment d'aucun complexe professionnel majeur et la mondialisation de l'économie paraît les stimuler et nourrir leurs ambitions extraterritoriales plutôt que de les figer à l'intérieur des frontières nationales.

Le Québec connaît une vie culturelle relativement dynamique à laquelle le fédéral contribue, me semble-t-il, de façon relativement convenable et, à de rares exceptions près, les francophones peuvent vivre en français dans toutes les parties du Québec, notamment à Montréal, où les anglophones jouissent d'ailleurs de la même situation. À moins d'avoir la nausée à la simple vue d'une affiche unilingue anglaise, italienne ou chinoise, tout francophone équilibré peut vivre à Montréal, depuis les années 1970, sans le moindre sentiment d'oppression. Alors que la vie artistique québécoise des années 1960 et 1970 était sinon dominée, du moins fortement imprégnée par la culture « typiquement » québécoise, au théâtre et dans la chanson notamment, il me semble, à la lecture des pages culturelles de nos journaux et revues, que la jeunesse d'aujourd'hui s'intéresse bien davantage aux musiques et activités culturelles dominantes à l'échelle internationale et que de nombreux compositeurs, dramaturges et autres artistes de la scène d'ici sont fort intéressés à produire des oeuvres aux accents et aux formes monnayables sous divers horizons. Autant Pauline Julien tenait à se présenter comme artiste québécoise partout où elle se produisait, que ce soit à Dakar ou à Moscou, autant Robert Lepage me semble se présenter d'abord comme un dramaturge, autant à Londres qu'à Tokyo. N'y a-t-il pas là le signe d'une certaine maturité, d'une certaine confiance en soi, d'une certaine maîtrise de son art, témoin ou manifestation de ce que les créateurs et les artistes québécois ont intégré leur identité, suffisamment en tout cas pour en faire le terreau principal ou de départ de leurs activités créatrices, et se considèrent en mesure de la projeter sans contrainte, sans ce complexe de colonisé qui les gênait tant jusqu'au début des années 1960 ? Et ce, sans se priver pour autant de sources d'inspiration de provenances multiples.

Il n'est donc pas innocent que les exemples d'oppression le plus souvent mentionnés par les indépendantistes sont ou bien tirés de l'histoire relativement ancienne, ou bien

reposent sur des faits somme toute mineurs qu'on monte en épingle, de façon tellement exagérée d'ailleurs qu'on finit par en banaliser la portée. Depuis deux ans qu'on nous rebat les oreilles avec le refus d'une subvention fédérale essuyé par Pierre Falardeau pour la production de son film sur la mort du patriote De Lorimier, on finit par se dire que, s'il s'agit là du seul cas de discrimination fédérale à l'endroit de cinéastes québécois francophones au cours des dernières années, il conviendrait peut-être de ramener l'événement à de plus justes proportions. Des créateurs québécois et canadiens de toutes origines, incapables de mener leurs projets à terme faute d'argent, j'en connais un certain nombre, mais qui ne hurlent pas comme des putois sur toutes les antennes – fédérales plus souvent qu'autrement – pour dénoncer la persécution dont ils seraient victimes. Il faut sans doute comprendre que, suivant la logique de Parizeau[2], tout ce boucan est destiné à aider *la* cause.

Autre élément de nouveauté dans le paysage sociopolitique québécois : la composition ethnique du Québec s'est considérablement diversifiée depuis 30 ans, en même temps que sa diversité historique – à savoir la présence séculaire au Québec d'anglophones et d'autochtones – se manifestait beaucoup plus fortement que dans la première moitié du siècle. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, les anglophones du Québec ont commencé à se percevoir comme une minorité et à faire valoir des revendications de minoritaires. Non moins important est le réveil des communautés autochtones, non seulement au Québec, mais sur l'ensemble du territoire canadien et dans les Amériques en général. Finalement, les minorités ethniques, en raison de leur poids grandissant, entendent bien avoir voix au chapitre. Bref, la composition ethnique du Québec est désormais aussi diversifiée que celle de l'ensemble du Canada. Cela n'est pas sans conséquence. Un Québec indépendant devrait apprendre à vivre avec l'équivalent de ce qu'on a déjà appelé la « mosaïque canadienne », et il ne va pas de soi qu'il se tirerait mieux d'affaire que le Canada lui-même. Je ne dis pas que la chose est impossible, mais il serait opportun que le PQ nous dise comment il entend s'y prendre pour s'attaquer à ces problèmes de taille, sources de tensions et même d'affrontements violents dans maintes régions du monde.

Tout cela nous renvoie aux dynamiques sociales actuellement à l'œuvre au Québec et au Canada, et devrait nous inciter, pour bien les comprendre, à tenir compte du contexte géopolitique nord-américain et occidental (même mondial), considérant que le mouvement économique en cours mène tout droit à un accroissement des échanges internationaux. Souhaite-t-on, par exemple, une forme d'union politique nord-américaine, allant du Mexique au Grand Nord, sur le modèle actuellement en voie de constitution en Europe ? Ou souhaite-t-on maintenir les frontières actuelles et même constituer de nouveaux États nationaux, par exemple pour les Chicanos de Californie, les Cris et les Inuits du nord québécois, etc. ? Dans quel sens l'indépendance du Québec ferait-elle pencher la balance parmi ces différentes avenues : celui de la création de petits États autonomes sur le plan politique mais unis sur le terrain économique, ou celui du démantèlement du Canada au profit de la constitution de deux nouveaux États, mais seulement au nord du 42e parallèle, consolidant de ce fait alors sans doute les États-Unis comme superpuissance, flanquée de quelques petits pays satellites à sa périphérie ?

Par ailleurs, si le projet péquiste demeure mal articulé aux nouveaux éléments de la situation québécoise et silencieux sur les questions plus larges de l'avenir de l'État-nation traditionnel, la position du gouvernement fédéral et des provinces anglaises est encore plus douteuse. Là aussi les Québécois sont piégés : à défaut d'être partisans de l'indépendance, ils se retrouvent tout simplement prisonniers du *statu quo*, qu'on essaie tout au plus de

parer d'un caractère évolutif, lequel, dans un avenir imprévisible et sans cesse repoussé, devrait conduire à un réaménagement de l'ordre constitutionnel actuel. Il devrait être évident que cela ne satisfait ni les Québécois, ni les autochtones, ni même les provinces de l'Ouest.

Le plus désespérant dans tout cela, c'est que depuis les échecs de Meech et de Charlottetown plus personne ou à peu près au Canada anglais ne manifeste la moindre volonté de s'attaquer véritablement au problème constitutionnel. Si les choses ne changent pas de façon significative chez nos compatriotes du Canada anglais, ce n'est pas demain que des perspectives de solution à la question québécoise, tout comme à celle des Autochtones d'ailleurs, se feront jour.

Quand le premier ministre Clark de Colombie-Britannique attribue ce *backlash* au fait que les Québécois ne se soucient guère de la situation des provinces périphériques comme la sienne, il fait sourire. Je ne sache pas que les revendications de sa province, de l'Alberta ou de la Nouvelle-Écosse aient été régulièrement dénoncées par le Québec jusqu'ici. S'il n'avait plus la couche aux fesses en 1982, il se rappellera peut-être que René Lévesque, fidèle en cela à la politique du gouvernement Lesage qui avait rompu avec la tradition duplessiste du repliement, avait justement tendu la main aux provinces de l'Ouest et de l'Est dans le but d'infléchir la réforme constitutionnelle de Trudeau dans le sens de la décentralisation, comme elles le souhaitaient justement et le souhaitent apparemment toujours, du moins à l'Ouest. Sauf erreur de ma part, les positions divergentes du Québec sur des revendications des autres provinces ont généralement été très ponctuelles et très ciblées et n'ont jamais pris la forme de dénonciations générales et dirigées contre leurs populations. Il y a bien sûr des francophones anglophobes au Québec, mais s'ils sont aussi nombreux que les francophobes du ROC, ils sont en tout cas beaucoup moins bavards.

On serait donc mal avisé de reprocher aux souverainistes québécois, à la lumière de ce constat, d'en conclure qu'une réforme constitutionnelle digne de ce nom soit devenue impossible. Mais devant une voie apparemment sans issue, sont-ils pour autant justifiés de s'élancer de leur côté dans une autre qui semble l'être tout autant ? À moins de vouloir jouer à quitte ou double – et tant pis pour ceux et celles que la partie n'intéresse pas ! –, une certaine réévaluation de la situation ne serait pas superflue. En plus des facteurs démographiques, culturels, économiques, etc., que j'ai mentionnés plus haut et qui devraient faire l'objet d'une analyse plus raffinée que celle que j'ai à peine ébauchée, il conviendrait de reconnaître que la majorité des Québécois ne sont pas favorables à l'indépendance. Cela ne veut pas nécessairement dire que les souverainistes doivent abandonner la lutte ; leur option a quand même considérablement élargi ses appuis depuis 30 ans et il n'est pas dit qu'elle ait atteint des limites infranchissables. Par contre, cela pourrait bien vouloir dire qu'il reste un certain travail à faire avant de passer à un troisième référendum – dont la majorité des Québécois ne veut d'ailleurs pas, dans un proche avenir à tout le moins. Le bon sens face à cette attitude est pourtant évident : quand on veut savourer une pomme, on attend qu'elle soit mûre avant de la cueillir. La pomme souverainiste n'est pas mûre ; s'acharner à tirer dessus avec précipitation et par entêtement borné risque de la faire pourrir avant même qu'elle ne soit parvenue à maturité.

Un troisième référendum perdu dans les prochaines années donnerait pour longtemps, sinon pour toujours, raison aux fédéralistes à la Chrétien, suivant lesquels l'option souverainiste a été définitivement rejetée par le Québec. Je sais bien que les stratèges du PQ s'emploieraient à formuler la question la plus astucieuse possible, la plus susceptible d'obtenir 50 % plus un de « oui ». Serait-on vraiment plus avancé ? On a beau dire

aujourd'hui au PQ que telle est la règle mathématique en matière de détermination d'une majorité, je ne peux pas croire qu'on soit vraiment convaincu que le passage à l'indépendance du Québec se ferait de manière aussi simpliste, que quelques mois de négociations avec le fédéral, les provinces anglaises et les communautés autochtones suffiraient pour réaliser une forme de partenariat qui soit viable. Faut-il rappeler aux péquistes qu'une victoire par près de 60 % des fédéralistes n'a pas réglé la question québécoise en 1980 ? Si on tient à s'en remettre uniquement aux mathématiques, cela aurait dû être le cas, non ? La naïveté de cette position tient de la politique fiction, notamment en raison des revendications des Autochtones, auxquels un certain nombre de souverainistes, incidemment, reconnaissent le même droit à l'autodétermination qu'aux Québécois, donc le droit à la sécession.

À défaut de présenter un projet tenant compte de la nouvelle situation des Québécois, laquelle a beaucoup évolué depuis les années 1960 contrairement au projet souverainiste demeuré pour l'essentiel tel quel, l'option qui serait soumise à un nouveau référendum, dans l'état actuel des choses, risque de courir à une défaite cuisante. Une défaite dont il ne sera pas possible de se relever, qui pourrait même conduire à une détérioration significative du sort des Québécois, à la résurgence de l'isolationnisme et même de la mentalité de colonisé d'avant le sursaut nationaliste des années 1960. Sans une définition relativement élaborée du statut qui est proposé aux communautés autochtones dans un Québec indépendant, sans une formulation crédible des droits linguistiques de la minorité anglophone, sans un projet conséquent d'intégration des minorités ethniques, et sans finalement une proposition convenablement formulée et relativement détaillée de l'accord économique ou politico-économique envisagé avec le Canada anglais, je ne vois pas comment les souverainistes pourraient élargir leur appui de façon significative. Malheureusement, à les voir aller, j'ai parfois l'impression qu'ils comptent surtout sur l'écoeurement, sur le simple désir d'en finir d'une majorité, si mince soit-elle, pour emporter le morceau une prochaine fois.

Si le Québec était une terre d'oppression nationale quotidienne et brutale, le problème ne se poserait sans doute pas dans ces termes. On aurait moins à convaincre les Québécois d'un avenir meilleur, mais davantage du bien-fondé de mettre un terme à une situation inacceptable à tous égards – ce qui, incidemment, s'applique bien davantage aux Autochtones qu'aux Québécois francophones. Malheureusement, bien des souverainistes vivent toujours au diapason des perceptions qu'ils ont développées durant les années 1960, empruntées aux analyses qui prévalaient alors en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Appeler les Québécois à voir leur situation à la lumière des données d'aujourd'hui, c'est aussi les inviter à abandonner ces perceptions biaisées, dont on n'arrive à faire un semblant de preuve qu'en évoquant la conquête de 1760, les rébellions de 1837-38 et autres événements passés du genre. Bref, la situation des Québécois n'a rien de commun avec celles des Tamouls du Sri Lanka, des Kurdes de Turquie et d'Irak, pas plus qu'avec celles des Autochtones du Chiapas ni des Palestiniens, autant de populations littéralement dépossédées de leurs moyens de subsistance, condamnées à s'agglutiner dans les bidonvilles des grandes villes ou dans des camps de réfugiés. Il serait plus que temps qu'on abandonne ce langage sans pertinence aucune chez nous. Si l'indépendance du Québec a un sens, c'est bien davantage par l'attrait d'un avenir meilleur que par la nécessité de rompre avec une prétendue situation coloniale. Parler du Québec comme d'une colonie du Canada est aussi pertinent que de réduire les indépendantistes à une bande de fascistes – c'est-à-dire aucunement.

Considérer, par ailleurs, que la survie de la culture francophone en Amérique du Nord

repose principalement sur la vitalité du Québec ; considérer que cette vitalité exige l'intervention constante, attentive et parfois même musclée d'un État qui dispose des moyens de ses obligations, voilà qui a tout à fait du sens. Il devient alors possible de discuter pour savoir si cet objectif sera mieux servi dans un Québec indépendant (et multiethnique, ne l'oublions pas), que dans le cadre canadien, compte tenu, comme je le mentionnais plus haut, de la géopolitique nord-américaine, de l'actuelle mondialisation de l'économie ainsi que des conséquences que cette évolution aura inévitablement sur la marge de manœuvre des États nationaux, notamment les plus petits.

Tant et si bien que je me prends à rêver qu'il se trouve un souverainiste convaincu et crédible, ne serait-ce qu'un seul, qui s'emploie à alerter ses camarades péquistes sur la nécessité de sortir du tunnel stratégique actuel qui consiste à viser un nouveau référendum le plus vite possible et, pour cela, à réélire le PQ et, pour cela encore, à faire pratiquement taire toute opposition autre, bien sûr, que la fédéraliste. « Il n'y a pas de raccourci », écrivait récemment Jacques Fournier dans *Le Devoir*, signifiant par là qu'il fallait manifester la « ténacité », la « longue patience » et l'« endurance d'ici le prochain référendum qui aura probablement lieu vers l'an 2000. Il n'y a pas de raccourci[3]. » Mais il est précisément là le raccourci, dans cette logique simpliste, étroite et passablement risquée, qui aligne, comme un processus incontournable et inévitablement promis au succès, la réélection du PQ, le référendum, l'indépendance. Quant à moi, je dirais plutôt que si les souverainistes veulent atteindre leur but, il leur appartient de convaincre une majorité significative de Québécois de sa nécessité. Reste à savoir si, en regard de cet objectif, un troisième référendum à court terme constituerait un plus ou un moins…

Je me prends à rêver qu'un courant de gauche parvienne entre-temps à reprendre la parole, à se rebâtir un espace, à maintenir en vie la perspective d'un Québec résolument engagé dans la résistance au bulldozer du grand capital financier, dans la défense des valeurs qui donnent un sens à la marche en avant de la civilisation, à la lutte ouverte contre la barbarie.

références

références

⇧**1** *Le Devoir*, 7-8 mars 1998. Quelques jours plus tard, le même Michel Venne écrivait que le PQ ne pouvait renoncer à tenir un nouveau référendum advenant sa réélection, car cela signifierait la négation de sa raison d'être !

⇧**2** Ladite logique se formule comme suit : « si on veut l'indépendance, il faut un référendum ; si on veut un référendum, il faut élire le PQ. » C.Q.F.D.

⇧**3** Jacques Fournier, « Les deux mâchoires du même piège », *Le Devoir*, 4 mars 1998.